

[A LA UNE](#) [POLITIQUE](#) [SOCIÉTÉ](#) [SOCIAL-ECO](#) [CULTURES ET SAVOIR](#) [SPORTS](#) [MONDE](#) [PLANÈTE](#) [PRATIQUE](#)

[EN DÉBAT](#)

[EVENEMENTS/PARTENAIRES](#)

ET SI NOUS FAISONS DU MONDE DANS LEQUEL

## [SOCIAL-ECO \(/SOCIAL-ECO\)](#)

[INTERNET \(/MOT-CLE/INTERNET\)](#) [COMMERCE \(/MOT-CLE/COMMERCE\)](#)

[DÉPÔT DE BILAN \(/MOT-CLE/DEPOT-DE-BILAN\)](#)

[CHAMPS-ÉLYSÉES \(/MOT-CLE/CHAMPS-ELYSEES\)](#)

[SPÉCULATION IMMOBILIÈRE \(/MOT-CLE/SPECULATION-IMMOBILIERE\)](#)

[VIRGIN \(/MOT-CLE/VIRGIN\)](#) [PRODUITS CULTURELS \(/MOT-CLE/PRODUITS-CULTURELS\)](#)

[WALTER BUTLER \(/MOT-CLE/WALTER-BUTLER\)](#)

## Virgin se hâte de déposer le bilan

FANNY DOUMAYROU MERCREDI, 9 JANVIER, 2013

**La direction se tourne aujourd'hui vers le tribunal de commerce, passant outre le refus des élus du comité d'entreprise de rendre un avis. L'actionnaire Butler a prévenu qu'il ne financerait pas de mesures sociales.**

Virgin choisit le passage en force. Hier matin, à l'issue de la réunion du comité d'entreprise entamée lundi, la direction de l'enseigne de produits culturels – 26 magasins et 1 000 salariés en France – a annoncé qu'elle déposerait aujourd'hui le bilan auprès du tribunal de commerce, procédure qui devrait aboutir à un redressement judiciaire. Les élus du CE, toutes étiquettes confondues, avaient pourtant refusé de rendre un avis, estimant qu'ils n'avaient pas disposé, comme le prévoit le Code du travail, d'un « délai suffisant » pour « rendre un avis motivé », puisque les documents de la direction sur la situation financière avaient été transmis

vendredi, puis pendant le week-end, et même lundi soir pour les derniers. La direction est passée outre, estimant que le CE avait « reçu l'ensemble des informations sollicitées » et qu'elle-même avait « répondu à l'intégralité des questions ».

Parfaitement loyal, Virgin ? Rien n'est moins sûr, puisqu'au cours de ce CE, les élus ont découvert l'étendue des dégâts dans la gestion de l'entreprise. Le document transmis lundi leur a ainsi appris que depuis octobre l'enseigne ne payait plus le loyer des magasins, et que dès cette date les bailleurs ont commencé à assigner en justice. Pas moins de 19 procédures sont en cours, avec les premiers délibérés qui doivent tomber les 11 et 17 janvier pour le magasin de Bordeaux. Menace qui pourrait expliquer l'empressement de Virgin à déposer le bilan... Pour Emmanuel Gayat, avocat du CE, « la direction cache depuis des mois la situation réelle de l'entreprise aux élus du personnel », ce qui constitue un délit d'entrave mais pose un autre problème. « La société était en cessation de paiement depuis plusieurs mois, elle aurait dû faire cette déclaration beaucoup plus tôt mais elle a continué l'activité et creusé le passif, ce qui l'expose à se voir reprocher des fautes de gestion. » Fautes qui pourraient contraindre l'actionnaire principal, le fonds Butler, à procéder à un « comblement de passif », autrement dit à payer les dettes.

#### **« Notre seule réponse c'est la mobilisation »**

Pour l'heure, l'actionnaire se défause. Hier toujours, son représentant est venu s'exprimer devant les élus du CE. « On lui a demandé une enveloppe pour financer des mesures sociales en cas de plan social, mais il n'a pris aucun engagement », dénonce Guy Olharan, secrétaire CGT du CE. « Il a dit qu'il n'y aurait rien pour les salariés, s'emporte Sylvain Alias, du syndicat SUD. Notre seule réponse maintenant c'est la mobilisation, pour faire comprendre qu'on n'est pas des mouchoirs jetables. » L'intersyndicale appelle aujourd'hui à la grève nationale et à un rassemblement à 13 heures devant le magasin des Champs-Élysées, à Paris, auquel participeront des personnalités politiques de toute la gauche. Elle continue aussi de demander le soutien du gouvernement pour trouver un repreneur et pour inciter Butler à mettre la main à la poche.

Après avoir reçu lundi les syndicalistes, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti a promis son soutien à une reprise en cas de redressement judiciaire. Mais en cas de liquidation l'appui se limiterait à « veiller magasin par magasin au reclassement des salariés ». « Le gouvernement doit exercer une pression maximale sur l'enseigne et sur Butler, fonds d'investissement qui ne répond qu'à une seule devise : "Prends l'oseille et tire-toi", a réagi hier Ian Brossat, président du groupe PCF-PG au Conseil de Paris. Aurélie Filippetti a reçu l'intersyndicale, mais en mettant tout sur le compte de la mutation industrielle (la montée du numérique aux dépens des ventes en magasin – NDLR), ce qui décharge Butler de ses responsabilités. » Pour l'élu, le dossier Virgin doit être repris par Michel Sapin, ministre du Travail, car « Butler Capital, c'est Mittal en centre-ville ».

### **Virgin n'a rien coûté à butler**

Dans toutes ses opérations, le groupe Butler Capital Partners se fait fort de casser les prix. En 2008, le rachat à Lagardère des magasins Virgin et de la chaîne régionale Le Furet du Nord est très instructif : en décomptant les millions de trésorerie laissés dans les caisses, Lagardère n'aurait reçu de Butler que 16 millions d'euros en cash... Grosso modo la somme récoltée avec la cession quasi immédiate du Furet du Nord à deux filiales du Crédit agricole. De quoi relativiser le discours du fonds d'investissement sur les 15 millions d'euros investis dans Virgin depuis quatre ans.